

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

	INFO	AVIS	COPIE	EXEC	ARCH.
DIR					
SPA					
DSV 22 Reçu le	11 AVR. 2000				N°
IC					

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur*

JLM

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1<sup>er</sup> juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 modifié le 15 janvier 1999 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 établissant les programmes d'action à mettre en oeuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU les récépissés de déclaration des 2 avril 1969 et 21 août 1972 autorisant M. LE CORRE Antoine demeurant à LOCARN au lieu-dit « Kerbaraou » à exploiter à cette adresse un élevage de 20.000 animaux équivalents ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 août 1981 autorisant M. Patrick LE CORRE à exploiter à LOCARN au lieu-dit « Kerbaraou » (section ZB n° 19) un élevage de 38.000 animaux équivalents ;
- VU la demande présentée par M. et Mme Patrick LE CORRE demeurant à LOCARN au lieu-dit « Kerbaraou » en vue de la restructuration et la régularisation de la situation administrative à cette adresse, à moins de 100 mètres des tiers, d'un élevage de 23.700 animaux équivalents (3.700 places de poulettes démarrées et 20.000 places de poules pondeuses) en extension de l'élevage autorisé susvisé, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de CARNOET, DUAULT, LOCARN; PAULE, MAEL CARHAIX.
- VU les avis des chefs de services départementaux de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile et de l'Equipement émis respectivement les 24 novembre 1997, 22 décembre 1997 et 12 mars 1998 ;
- VU les rapports de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date des 4 novembre 1999 et 3 mars 2000;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 17 décembre 1999;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

**- A R R E T E -**

ARTICLE 1er -

M. et Mme Patrick LE CORRE sont autorisés à exploiter à LOCARN au lieu-dit Kerbaraou (section ZB n° 19, 28 et 55), à moins de 100 mètres des tiers les plus proches pour les poulaillers (poulettes) 3 et 4, conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 81.700 animaux équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 50.000 poules pondeuses œuf de consommation et 31.700 poulettes.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières :

2-1 – Aménagement des bâtiments

2-1-1 – La surface des poulaillers pour l'élevage de poulettes ne devra pas dépasser 2.200 m<sup>2</sup>.

2-1-2 – Toutes les eaux usées (sas, centre de conditionnement des œufs, etc...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2-2 – Transfert

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (avec les dates, le type de déjections et les tonnages) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvement) pour l'année en cours. Il transmettra les originaux des bons d'enlèvement à la fin de chaque année civile au service des installations classées ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans la (les) zone (s) d'épandage retenue (s). Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, ou de sa rupture, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, ou cesser l'exploitation de l'élevage.

2-3 - Prescriptions générales de sécurité :

2-3-1 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-3-2 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-3-3 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue du hangar de stockage des fientes et fumiers.

2-3-4 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-3-5 installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-4 – Autre :

2-4-1 – Les travaux seront réalisés dans un délai de 12 Mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

#### ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

#### ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

#### ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LOCARN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. et Mme Patrick LE CORRE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. et Mme Patrick LE CORRE dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 – Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 25 août 1981 et les récépissés de déclaration du 2 avril 1969 et 21 août 1972 susvisés.

#### ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Sous-Préfet de GUINGAMP  
Le Maire de LOCARN

L'Inspecteur des Installations Classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M et Mme Patrick LE CORRE pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de DUAULT, CARNOET, MAEL CARHAIX, PAULE pour information.

SAINT-BRIEUC, le 14 MAR. 2000

LE PREFET,

Pour le PREFET,  
**Le Secrétaire Général,**

Signé: Denis DUBOIS-LOUENNEBERG

*Pour copie certifiée conforme  
l'Attaché, Chef de Bureau*



*Christian RAYMOND*